

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye Géopolitique et stratégie

N° 36 du 26.08.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Libye" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

Carlo Santulli : Libye : l'heure d'un bilan critique.

Mireille Delamarre : L'Attaque De Tripoli : Vaste opération criminelle d'enfumage médiatique bientôt suivie de milliers de « bottes au sol »...a la demande du CNT.

Michel COLLON : [Massacre de Noirs par les « rebelles démocrates » - Investig'Action avait rencontré les victimes.](#)

Canard Enchaîné : Intervention coloniale.

1 Analyse

1-1 Michel Chossudovsky : TUER LA VÉRITÉ : Mahdi Nazemroaya est menacé par les rebelles « pro-démocratie » de l'OTAN.

1-2 Manlio Dinucci : Pas de joie, de la terreur. Pas de liberté, l'occupation étrangère ».

1-3 [Libye-France: L'imbroglio français](#)

1-4 Guy Lamb : Des armes pour les rebelles libyens: la "french-qatarie connection"...

1-5 Brève analyse d'eva R-sistons : Le Nouvel Ordre Mondial s'étend...

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Intervention militaire française en Libye : lettre ouverte aux députés et aux sénateurs.

2-2 Radja : Je viens d'arrivé de Tripolie a l'instant ...j'ai été sur le front ...

3 Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Akram Belkaïd : Le spectre d'une guerre civile à la somalienne.

3-2 Une étrange mission pour éviter "une Somalie bis".

3-3 Thierry Meyssan : La Libye et la fin des illusions occidentales.

4 Annexe

4 Des illusions parties très vite en fumée.

Tiré à part

Carlo Santulli : Libye : l'heure d'un bilan critique.

L'État libyen a été bombardé puis envahi sur le fondement de trois résolutions successives : la première adoptée par les États du Golfe (Qatar le premier), la deuxième par la Ligue arabe (grâce à la majorité détenue par les États du Golfe, et contre la volonté des États arabes africains, l'Égypte, la Tunisie et la Libye n'ayant pas été en situation de voter sur une résolution rejetée par l'Algérie, et l'Union africaine s'étant opposée à l'opération), la troisième, de justesse, par le Conseil de sécurité des Nations Unies (Chine, Russie, Allemagne, Brésil et Inde – soit les représentants de 3 milliards de personnes, contre un demi-milliard pour la « majorité » – n'ayant pas voté en faveur du texte). Le motif allégué de ces décisions est le « constat » que Kadhafi aurait décidé de réprimer des manifestations pacifiques en les bombardant (10 000 morts, dont 3 000 à Tripoli), et qu'il aurait eu recours, pour ce faire, à des mercenaires. La télévision du Qatar, Al Jazeera, a lancé cette « rumeur », reprise en boucle par les médias du monde entier.

Les expatriés européens présents en Libye, pourtant, n'avaient pas entendu les bombardements de civils. Les satellites russes n'ont pas perçu les avions sur les villes. Les enquêtes d'Amnesty et d'autres organisations indépendantes ont depuis confirmé, sans contredit, que ces bombardements n'ont jamais eu lieu. S'agissant des « mercenaires » de Kadhafi, on sait aujourd'hui qu'il s'agissait simplement de libyens de couleur (il y en a des milliers), et on a vu avec horreur que les « rebelles » (les « manifestants pacifiques » ?) ont massacré tous les « noirs » qui sont passés à portée de leurs kalachnikovs.

Les russes confirment également que Kadhafi avait des armes (ils les lui ont vendues) permettant effectivement d'écraser la « révolte » ; il a choisi de ne pas les utiliser. Après plus de 40 ans de pouvoir, il ne présentait aucune menace humanitaire pour son « propre peuple » (« *its own people* », suivant la formule choisie par la propagande de guerre) en général, et à Benghazi en particulier. Fondé sur un mensonge, le bombardement de la Libye n'était pas destiné à sauver des vies. Il en a éteint par milliers.

La résolution du Conseil de sécurité qui est censée avoir autorisé la guerre contre la Libye prononçait un cessez-le-feu (c'est sur sa base qu'on l'a ouvert), maintenait un embargo sur les armes, permettait une zone d'exclusion aérienne pour protéger les populations, et interdisait toute intervention au sol. Sur ce « fondement », la France et le Qatar (au moins) ont armé les rebelles. L'OTAN a soutenu l'entreprise armée dirigée contre le gouvernement (en violation du cessez le feu et en provoquant des milliers de morts), et le sol libyen pullule de troupes étrangères. L'opération à laquelle on a assisté était donc une agression non autorisée par le Conseil de sécurité. L'opération qui avait été autorisée, elle, n'a jamais été mise en œuvre, ce dont on ne peut être surpris puisqu'elle répondait à un objectif humanitaire fictif.

Malgré l'armement des « rebelles » et le bombardement massif du pays, les résultats sur le terrain ont été un désastre : six mois de massacres inutiles. La population locale ayant clairement rejeté le CNT (« rebelles ») et l'OTAN, l'intervention a tourné à l'escalade guerrière et à la catastrophe humanitaire. Les milliers de morts et les dizaines de milliers de réfugiés qu'on s'était inventés sont désormais réels : c'est nous qui l'avons massacré, « son propre peuple ». Au bout de six mois d'échec, après avoir bombardé les villes et les infrastructures civiles du pays, l'OTAN et le Qatar ont lancé une opération d'agression militaire de grande envergure à l'encontre de la capitale, Tripoli. Elle s'est soldée par un carnage, des annonces triomphalistes (y compris la fausse capture de deux fils de Kadhafi, Saïf Al-Islam et Mohammed, et le meurtre imaginaire de leur frère Khamis, donné pour mort quatre fois depuis février dernier), et un résultat inexistant sur le terrain : ni l'OTAN, ni le CNT ne contrôlent la Libye à ce jour. Pour ajouter le sordide au tragique, on a vu les « leaders » de l'« intervention humanitaire » de l'OTAN commencer à discuter du partage du pétrole libyen dès le 23 août. Mais si le spectacle ignoble du partage du butin pétrolier sous les décombres et les cadavres de l'« intervention humanitaire » démasque les nouveaux « French doctors », il montre aussi l'impréparation derrière cette hâte pathétique car les « rebelles », à force de se rapprocher jour après jour de Tripoli, puis de son centre, sont aujourd'hui à mille lieues de contrôler le pays.

L'échec de l'intervention libyenne pèsera sur l'histoire de la France, et sur les valeurs qu'elle est censée incarner. Les faits ont confirmé que le CNT est un assemblage hétéroclite dominé par des islamistes proches d'Al-Qaïda et des éléments parmi les plus réactionnaires de l'ancien appareil kadhafiste. Il est incapable de gouverner la Libye et, même à l'Est (en Cyrénaïque), il ne contrôle pas les tribus. L'oppression des femmes (isolées par une palissade en plein Benghazi !) et la disparition des services publics ont été ses seules réalisations en six mois de

« pouvoir ». A supposer même, ce qui est de plus en plus invraisemblable, que le système politique incarné par Kadhafi (assurant la gestion du pays par un équilibre intertribal) finisse un jour proche par être vaincu, le CNT n'est pas en mesure de se faire obéir par les tribus et de contrôler le pays : l'improbable défaite de Kadhafi se solderait elle-même par un échec.

Plus profondément, la défaite de l'OTAN en Libye est une défaite morale et politique de la France, et du modèle « démocratique » occidental. Elle a confirmé, après la folie irakienne, que nos « démocraties » peuvent se révéler plus totalitaires (avec la propagande criminelle publique sur les bombardements de manifestants par Kadhafi, après celle sur les armes de destruction massive en Irak) et plus guerrières (avec l'agression d'un pays et l'escalade meurtrière devant sa résistance, en Libye comme en Irak) que les dictatures.

Face à l'emballage irresponsable des événements, avec l'intensification de bombardements inutiles sur les villes libyennes et l'apparition, terriblement dangereuse, de troupes étrangères sur le sol libyen, il est indispensable que nous, les citoyens, refusions clairement d'avoir ce sang sur nos mains. Il est grand temps de crier que nous ne voulons pas cette guerre.

Carlo Santulli, Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

25 août

<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article5441>

Mireille Delamarre : L'Attaque De Tripoli : Vaste opération criminelle d'enfumage médiatique bientôt suivie de milliers de « bottes au sol »...a la demande du CNT.

Après plus de 6 mois de bombardements intensifs et confronté à l'incompétence des terroristes du CNT l'OTAN a décidé la semaine dernière de passer au Plan B en lançant de son QG à Naples une vaste campagne de propagande médiatique unique dans l'histoire avec comme objectif : faire croire que Tripoli est tombée et Kadhafi vaincu que le CNT peut désormais prendre les rennes du pouvoir en Libye.

Selon le chercheur américain Franklin Lamb qui se trouve actuellement à Tripoli et qui a été blessé dans un article publié sur Counterpunch.org le 24/08/2011 intitulé « The Siege Of Tripoli (Le Siège De Tripoli) :

« Saif - le fils de Kadhafi qui a fait une apparition surprise alors que le CNT et même la CPI affirmaient qu'il avait été arrêté (ndlt)- a emmené un cameraman occidental et un reporter faire une courte visite de Tripoli leur montrant que l'OTAN n'avait pas le contrôle - ni de 95% de contrôle de Tripoli comme le représentant du CNT à Londres l'avait affirmé depuis Dimanche soir et ni le contrôle de 80% de Tripoli comme la Maison blanche et le secrétaire général de l'OTAN Rasmussen à la tête de l' "Opération pour protéger les civils libyens" l'ont affirmé... « Un journaliste du quotidien britannique The Independent qui a accompagné les rebelles ces deux derniers mois et qui semblait hier littéralement s'être égaré dans notre hôtel m'a dit ce matin que les affirmations du CNT faites lors de cette période où il était parmi eux c'était » totalement de la merde »...

« ...Un représentant des médias des rebelles qui a de nouveau fait défection se ralliant au régime de Kadhafi est interviewé par un journaliste cet après midi. Il nous a dit que le bureau de l'OTAN à Naples écrit ou censure tous les communiqués du CNT et qu'ils ont parmi leur personnel des spécialistes de guerre psychologique du département de l'information du ministère de la défense israélien. Ce bureau produit des « prospectus pour provoquer la paniques et des messages sur téléphone mobile » de même que faire de fausses affirmations à des moments clés pour avoir un impact maximum sur l'opinion publique internationale et locale.

« Je ne suis pas sûr que l'OTAN se souvienne comment lors de la guerre de Juillet au Liban, le Hezbollah s'est emparé de la propagande de l'armée israélienne et du lobby pro israélien US et s'en est servi pour étrangler pendant les 33 jours de guerre Israël. Cependant, il semble que l'Occident gobe les faux « conseils médiatiques » régurgités par les « experts sur la Libye » interviewés ad nauseum sur CNN, BBC, FOX, et d'autres sources MSM qui pontifient sur les réalisations étonnantes des démocrates du CNT.

« L'interviewé mentionné ci-dessus a également affirmé qu'il avait entendu des rumeurs comme quoi l'OTAN avait envoyé des équipes de frappe pour contrôler les messages provenant des reporters non MSM qui décrivent les activités de l'OTAN et des rebelles sous un jour négatif. Le temps nous le dira...»

Ces derniers écrits de F. Lamb viennent effectivement confirmer ce qu'ont dit alors même qu'ils étaient sous cette menace le responsable et journaliste du site Voltairenet Thierry Meyssan - dont le dernier message de Tripoli avant d'être rapatrié aujourd'hui est : « Pas de joie, de la terreur. Pas de liberté, l'occupation étrangère » ainsi que le journaliste de Mondialisation.ca, Mahdi Nazemroay.

Comme le résume si bien Michel Chossudovsky directeur de Mondialisation.ca le 24 août 2011 dans un article intitulé « TUER LA VÉRITÉ » :

« ...Les médias dominants, dont CNN et la BBC, ont des liens directs avec l'OTAN, le Conseil national de transition et les forces rebelles. Ils servent directement les intérêts de l'OTAN par une importante déformation médiatique....

«... On nous dit que ce massacre et cette destruction sont nécessaires à l'établissement de la « démocratie », sous le drapeau colonial du roi Idris.

On nous ment de la manière la plus crapuleuse qui soit. Les victimes de l'agression de l'OTAN sont qualifiées de « criminels de guerre » alors que les responsables de la guerre sont accueillis comme des libérateurs...

« ...La réalité est sens dessus dessous. Les gens ne sont plus capables de penser.

« Ils acceptent le consensus parce qu'il émane d'une autorité supérieure qu'ils n'osent pas remettre en question.

« En réalité, il s'agit du fondement même d'une doctrine inquisitoriale.

« Toutefois, les bases « humanitaires » de la « responsabilité de protéger » vont bien au-delà de l'Inquisition espagnole.

Nous faisons face à un dogme que personne ne peut mettre en doute.

«... C'est la guerre la plus sordide et immorale de l'histoire, au point où même les activistes antiguerres, les politiciens de gauche et les soi-disant progressistes applaudissent. « Kadhafi est le dictateur, il doit partir. »

Le journaliste évoqué par F. Lamb ci-dessus c'est Kim Sengupta dont The Independent publie un article ce matin 25/08/2011 intitulé « Terreur à Tripoli Où Les Loyalistes Se Battent A Mort »

Selon lui actuellement dans Tripoli les rebelles attaquent les maisons des civils libyens, citant un témoin libyen il écrit :

« Les rebelles disent qu'ils combattent les troupes gouvernementales ici mais tous ceux qui sont blessés sont des gens du coin. Il y a eu des pillages de la part des rebelles ils ont pénétré dans des maisons à la recherche de personnes et emmener des affaires. Pourquoi font-ils cela ? ils devraient chercher Kadhafi il n'est pas là. »...

Sur les soi disant prouesses des combattants du CNT dans Tripoli et notamment leur tentative de prendre d'assaut le quartier d'Abu Salim réputé être pro Kadhafi, Sengupta écrit :

«Echouant de façon répétée à s'introduire par la force dans Abu Salim, les rebelles sont retournés à Bab al-Aziziya pour s'approvisionner en armes abandonnées par les troupes du régime. Mais leur dernier assaut a également été repoussé par une poignée d'hommes armés positionnés stratégiquement en hauteur. Les rebelles ont répondu en tirant des roquettes et par des tirs intensifs de mitraillettes, les tirs des snipers se sont arrêtés-temporairement»

Sengupta fait également état de la frustration des combattants du CNT à cause de leur incapacité à écraser les loyalistes de Kadhafi mais aussi à cause des échecs dans leurs propres rangs.

«Nous entendons en permanence que les fils de Kadhafi conduisent les attaques « s'est plaint un combattant volontaire de Zawiyah, Ahmed Jawad Ibadullah. « Qu'est ce qui se passe ici ? Les gens de Benghazi nous ont dit que toute la famille des bâtards avait été liquidée. Maintenant on a ça. Je suis pharmacien. Je suis loin de chez moi de mon boulot depuis 5 mois déjà. Même maintenant nous ne bénéficions pas d'une orientation et d'une direction convenable ».

La réunion du 1er Septembre «des amis de la Libye» organisée à Paris à l'initiative de Sarkozy vise à préparer le Plan C de l'OTAN : des « Bottes au Sol » à la demande du CNT gouvernement fantoche à la Karzai qui sera imposé au peuple libyen.

Déjà on prépare l'opinion publique à ce plan puisque désormais les médias de masse dont le Figaro écrivent « De hauts responsables du Groupe du contact sur la Libye (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne et Turquie) se sont d'ores et déjà réunis mercredi soir à Doha, à la demande du CNT ».

Autrement dit dorénavant toutes les initiatives de l'OTAN et ses supplétifs arabes (Qatar, Jordanie, EAU...) seront faites «à la demande du CNT» que pour l'instant - mais pour combien de temps encore étant donné les enjeux économiques dans la Libye détruite par l'OTAN à reconstruire - la Russie refuse de reconnaître comme seul représentant du peuple libyen.

Seule possibilité d'envoyer des troupes de l'OTAN au sol en Libye car une nouvelle résolution du CSONU est semble-t-il pour l'instant vouée à l'échec : faire croire que Tripoli est aux mains du CNT quitte à installer quelques uns de ses représentants dans un bâtiment hautement protégé par des forces spéciales de l'OTAN déjà sur place alors même que pour l'instant la bataille pour Tripoli fait rage.

Sarkozy lui-même lors de la conférence de presse tenue avec Mahmoud Jibril, premier ministre du CNT/agent de la CIA, lors de la visite de ce dernier à Paris le 24/08/2011, a adopté ce genre de sémantique en niant en plus qu'il y ait des forces spéciales françaises sur le terrain en Libye, un mensonge de plus.

Selon un article du Figaro du 24/08/2011 intitulé :

«Sarkozy annonce une conférence sur la Libye à Paris

« ...La France, a assuré Nicolas Sarkozy, est prête à poursuivre ses opérations militaires contre les forces militaires de Mouammar Kadhafi aussi longtemps que le CNT le jugera nécessaire. «À la minute où nos amis du CNT nous disent (...) « il n'y a plus de menace du camp Kadhafi contre le peuple libyen », à cette minute-là, les opérations militaires de la coalition s'arrêtent et les soldats, les aviateurs et les marins français rentrent à la maison», a-t-il déclaré. »

Autrement dit les troupes françaises sont - Fi de l'infâme Résolution 1973 du CSONU feuille de vigne pour une guerre criminelle contre le peuple libyen - désormais via l'OTAN à la disposition du CNT dont 1/3 est composé d'extrémistes d'Al Qaeda et si besoin est le CNT peut demander l'envoi de «Bottes au Sol » pour écraser les dernières poches de résistance des loyalistes de Kadhafi.

Cette réunion du 1er Septembre a lieu à une date symbolique dans l'histoire de la Libye puisque le 1er Septembre 1969 le colonel Kadhafi avait renversé par un coup d'état militaire la monarchie libyenne du roi Idris 1er qui s'était déplacé pour raison de santé à Ankara, en Turquie.

Quelle organisation ou mouvement politique va enfin sortir de sa torpeur/aveuglement volontaire pour manifester à Paris le 1er Septembre contre la recolonisation de l'Afrique et la restauration à terme de la monarchie en Libye - un plan cher à la Maison des Saoud, une dictature monarchique, qui mystère, a toujours échappé aux foudres des gauchistes humanistes et autres anti guerres et anti colonialistes de tout bord - avant de faire un sérieux

examen de conscience pour avoir donné le feu vert aux massacres de milliers de Libyens et à la destruction de la Libye ?

Comme l'écrit si justement Michel Chossudovsky directeur de Mondialisation.ca cité plus haut :

«...C'est la guerre la plus sordide et immorale de l'histoire, au point où même les activistes antiguerres, les politiciens de gauche et les soi-disant progressistes applaudissent. "Kadhafi est le dictateur, il doit partir"»

Mireille Delamarre

Jeudi 25 Août 2011

Source :

<http://www.planetenonviolence.org>

http://www.planetenonviolence.org/L-Attaque-De-Tripoli-Vaste-Operation-Criminelle-D-Enfumage-Mediatique-Bientot-Suivie-De-Milliers-De-BOTTES-AU-SOL-A-La_a2479.html?print=1

Michel COLLON : Massacre de Noirs par les « rebelles démocrates » - Investig'Action avait rencontré les victimes.

The Associated Press a annoncé froidement le massacre d'un groupe de personnes noires installées dans un campement en face de la résidence présidentielle libyenne. Des dizaines de corps ont été retrouvés avec les mains attachées dans le dos. L'agence précise que ce n'étaient pas des combattants. Michel Collon et la délégation qui s'étaient rendus sur place au mois de juillet avaient rencontré ces hommes qui aimaient la Libye.

MICHEL COLLON : "J'ai rencontré ces personnes lors de ma mission à Tripoli. J'ai pu converser avec certains. Ce n'étaient nullement des "mercenaires" comme nous le prétendent les "rebelles" et les médias. Les uns étaient des Libyens à la peau noire (une grande partie de la population est de type africain en fait), les autres étaient des civils venus de pays d'Afrique noire et séjournait en Libye depuis longtemps. Tous soutenaient Kadhafi justement parce qu'il s'opposait au racisme et qu'il traitait Arabes et Africains sur pied d'égalité.

Au contraire des "rebelles" de Benghazi, connus pour leur racisme anti-Noirs et qui se sont rendus coupables d'atrocités épouvantables et systématiques dès les premiers jours de guerre. Le paradoxe, c'est que l'Otan prétend apporter la démocratie et qu'il s'allie à une section libyenne d'al Qaeda et à des racistes du type Ku Klux Klan !"

Toute l'équipe d'Investig'Action est bouleversée par cette triste nouvelle.

Tony Busselen, journaliste à, l'hebdomadaire Solidaire, participait à la même mission, il y a quelques semaines : "Nos photos montrent que ces gens étaient des civils sans armes, il y avait même beaucoup de femmes et d'enfants. Je leur ai parlé, ils étaient très mobilisés contre la guerre et ils ne comprenaient pas ce que l'Europe voulait. Ils me disaient : "Mais ici, c'est un pays qui marche, les réalisations sont bien mieux qu'en Afrique, c'est très bon pour nous, et l'Europe vient bombarder ! C'est incompréhensible. " Ils étaient très motivés pour défendre la Libye car ils pouvaient comparer avec leur pays d'origine.

C'est vraiment barbare qu'on massacre ces gens désarmés en leur attachant les mains dans le dos, c'étaient de simples gens, des travailleurs venus spontanément défendre leur nouvelle patrie. C'est vraiment la terreur et j'ai vu des photos des mêmes actes commis à Benghazi par les "rebelles" qui pratiquement vraiment la terreur. Alors, quand je vois à Tripoli des gens qui "applaudissent" les rebelles, je me dis qu'ils sont terrorisés tout simplement. L'Otan apporte la terreur. "

QUI SONT VRAIMENT LES "REBELLES" ?

Bientôt, un livre de [Michel Collon Libye, Otan et médiamentonges](#)

Suite et photos sur : <http://www.michelcollon.info/Massacre-de-Noirs-par-les-rebelles>

Canard Enchaîné : Intervention coloniale.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information

Avec les réserves d'usage concernant le "Canard Enchaîné", article bien documenté dans un journal qui s'embarque souvent dans les campagnes menées par la presse mainstream et voit des libérateurs partout. A cette heure, le nombre de victimes dépasse les 20.000, morts et blessés. A entendre les journaux occidentaux, il n'y avait, jusqu'ici, de victimes que parmi les insurgés.

La flotte militaire de l'OTAN qui assure le blocus des côtes libyennes est aussi responsable des victimes de naufrages. Après cinq mois de combat, l'OIM (Organisation mondiale de migration) évacue, par mer, un millier de migrants, alors qu'il y avait près d'un million et demi de travailleurs étrangers. On comprend le refus de reconnaître le CNT de la part du Mali, du Niger et de la Mauritanie qui comptaient beaucoup d'expatriés en Libye et dont certains parmi ceux-là ont été victimes de pogroms racistes.

La propagande néo-coloniale s'attaque aussi à l'Afrique du Sud qui "ne comprend pas que le monde change"...

LES CHEFS REBELLES LE RECONNAISSENT : LES CONSEILLERS MILITAIRES OCCIDENTAUX, LES LIVRAISONS D'ARMES ET LES BOMBARDEMENTS INCESSANTS LEUR ONT OUVERT LA ROUTE DE TRIPOLI

Le dimanche 21 août, alors que des insurgés pénétraient dans Tripoli, l'état-major de l'OTAN, à Bruxelles, publiait un communiqué d'un comique parfait. A en croire les stratégies de l'Alliance, leur mission en Libye se déroulait « dans le seul cadre des résolutions des Nations-Unies ».

Quelques heures plus tôt, les chefs du CNT, bien moins hypocrites eux, venaient de se réjouir que leur marche sur Tripoli se soit effectuée « en coordination avec l'OTAN ». Ce qui est déjà peu dire.

Pourquoi ne pas avouer que l'OTAN participe à une guerre civile ? Et qu'il fallait, à cette occasion chasser un dictateur détestable, voire le tuer, comme cela a été tenté à plusieurs reprises en bombardant ses repaires ? Réponse d'un diplomate français : « Ce serait reconnaître qu'on ne fait pas mal de l'ONU et des limites – la seule protection des populations civiles – qui nous avaient été fixées ».

Depuis quelques mois, sans tenir compte de ces « limites », Paris, Londres et Washington ont dépêché à Benghazi, puis dans les zones que les insurgés voulaient investir, conseillers militaires, instructeurs (parfois d'anciens militaires devenus contractuels privés) et commandos de leurs Forces spéciales chargés de guider les raids de l'OTAN. Et le général canadien Charles Bouchard, patron des opérations de l'OTAN, à Naples, avait installé à Benghazi une petite mission d'officiers « pour raccourcir le circuit décisionnel » avec les insurgés. Cette présence sur le terrain ne pouvant suffire, l'émirat du Qatar a accueilli, avec la bénédiction des Français, plusieurs centaines d'insurgés afin de les former au combat, avant de les renvoyer au feu et y retrouver les armes, l'artillerie ainsi que les pick-up que leur livraient les Français via l'Egypte. Et, comme souvent, des militaires et des officiers des services français se montrent bien plus francs du collier que les états-majors bruxellois de l'Alliance.

COUP DE POUCE U.S.

A la direction du renseignement militaire, par exemple : « On a aménagé des pistes, dans le djebel Nefoussa, pour que des avions puissent y déposer des cargaisons d'armes », confie un analyste, sans préciser qui est ce « on ». Auparavant, ces livraisons s'effectuaient par parachutage, au risque de les voir tomber aux mains de groupes incontrôlés ou terroristes.

Et le même de constater : « sans un ultime coup de pouce fourni par l'aviation américaine, les insurgés ne seraient pas aujourd'hui dans les rues de Tripoli. ».

Petite précision : avions et drones US ont bénéficié, lors de ces raids, d'une aide de militaires américains chargés de leur désigner des cibles depuis le sol libyen.

Un général, lui, évoque la fourniture aux rebelles de moyens « pour les communications radio et d'appui au domaine cartographique » nécessaires lors des combats. Et l'un de ses collègues signale que des hélicoptères Apache (britanniques) et Tigre (français) n'ont pas hésité à démolir des postes de police et pas seulement des bâtiments du ministère de l'Intérieur ou des casernes. Quant aux frégates françaises, le « Chevalier Paul » et le « Jean de Vienne », elles, ont participé, avec leurs canons de marine, à l'arrosage des objectifs qu'on leur désignait depuis la terre.

DELUGE SUR LA VILLE

Le samedi 20 août, l'OTAN a détruit ou endommagé 22 cibles à Tripoli, au moment où la ville était déjà encerclée. Le lendemain, l'OTAN a passé la surmultipliée : 50 bombardements dans la journée, s'ajoutant aux 228 missiles de croisière et aux milliers de bombes balancées depuis mars. Et, s'il fallait encore prouver à quel point cette guerre est celle de l'OTAN (...) voici d'autres chiffres.

Sur les bases de l'OTAN, sur leurs navires ou dans les « bureaux » d'où ils guident avions et drones, 8.500 Américains sont toujours mobilisés pour ce conflit.

Quant aux effectifs français (800, depuis le retour du « Charles De Gaulle » à Toulon) et britanniques (1.300), ils sont nettement plus modestes. Tout comme leurs dépenses de guerre : 260 millions de livres pour Londres, et 200 millions d'euros pour Paris, alors qu'à Washington on évalue à 1 milliard de dollars cette chasse au Kadhafi. « Mais attention à la suite », avertit un diplomate français féru de géopolitique. Selon lui, et son opinion est partagée par nombre de militaires, la Libye n'a jamais été une véritable nation mais une cohabitation de tribus et d'ethnies différentes sur un immense territoire. Le risque serait donc qu'une guerre tribale succède à celle qui a mis fin à une dictature de quatre décennies.

Et comme ce pays regorge d'or noir, ce qui suscite déjà l'intérêt des Egyptiens et des Chinois, le pire est toujours possible.

Jérôme Canard, *Le Canard Enchaîné*, 24 août

1 Analyse

1-1 Michel Chossudovsky : **TUER LA VÉRITÉ : Mahdi Nazemroaya est menacé par les rebelles « pro-démocratie » de l'OTAN**

Mahdi Darius Nazemroaya et Thierry Meyssan sont actuellement isolés dans le centre de presse de l'hôtel Rixos à Tripoli, autour duquel ont lieu des combats intenses.

Nous demandons à nos lecteurs de réfléchir à ce que Mahdi tentait d'accomplir au centre de presse de l'hôtel Rixos : rapporter des faits de manière honnête, en se souciant de la vie humaine, solidairement avec ces hommes, femmes et enfants libyens ayant perdu la vie dans des raids de bombardements ayant touché des zones résidentielles, des écoles et des hôpitaux.

La vie de Mahdi est en danger parce qu'il dit la vérité, parce qu'il expose les crimes de guerre de l'OTAN. On nous dit que pour « bâtir la démocratie » en Libye, il faut bombarder intensivement un pays entier, en vertu de la « responsabilité de protéger » (« Responsibility to Protect », R2P). Toutefois, Mahdi remet ce concept en question. Il conteste le fondement même de la propagande de guerre voulant que l'acte de guerre soit une entreprise vouée à l'établissement de la paix. Au cours des derniers jours, nous avons consacré tout notre temps et toutes nos énergies à assurer la sécurité de Mahdi, Thierry et de plusieurs autres journalistes indépendants coincés à l'hôtel Rixos.

Il faut comprendre l'atmosphère qui règne au centre de presse de cet hôtel à Tripoli. Les médias dominants, dont CNN et la BBC, ont des liens directs avec l'OTAN, le Conseil national de transition et les forces rebelles. Ils servent directement les intérêts de l'OTAN par une importante déformation médiatique. Au même moment, ceux qui s'engagent à dire la vérité au centre de presse du Rixos font l'objet de menaces voilées. Dans le cas de Mahdi, les menaces étaient très explicites.

Ceux qui disent la vérité sont menacés.

La vie de ceux qui mentent et acceptent le consensus de l'OTAN sera protégée. Les forces spéciales de l'OTAN opérant au sein des rebelles assureront leur sécurité.

Dans cet environnement répugnant, les liens personnels ont été rompus. Les journalistes des médias indépendants, ainsi que ceux des pays non-membres de l'OTAN, dont la Chine, l'Iran et les pays d'Amérique latine, sont considérés *persona non grata* par les groupes des médias dominants dans l'hôtel.

Mahdi dit la vérité. Il conteste directement les liens des médias dominants.

Ses reportages menacent le consensus de l'OTAN.

Il décrit la destruction entière d'un pays, de ses institutions et de ses infrastructures.

On nous dit que ce massacre et cette destruction sont nécessaires à l'établissement de la « démocratie », sous le drapeau colonial du roi Idris.

On nous ment de la manière la plus crapuleuse qui soit. Les victimes de l'agression de l'OTAN sont qualifiées de « criminels de guerre » alors que les responsables de la guerre sont accueillis comme des libérateurs.

Le mensonge est devenu vérité et c'est pourquoi la vie de Mahdi est en danger.

La guerre c'est la paix, selon le consensus de l'OTAN.

La « communauté internationale » a systématiquement approuvé la campagne de bombardement de l'OTAN au motif que Kadhafi est un dictateur.

Puisqu'il est répété *ad nauseam*, les gens acceptent tôt ou tard le consensus: le massacre est une entreprise destinée à établir la paix.

Comment pourrait-il en être autrement? Tous les médias au pays (Canada), les gens du gouvernement et les intellectuels ont accepté ce consensus.

La réalité est sens dessus dessous. Les gens ne sont plus capables de penser.

Ils acceptent le consensus parce qu'il émane d'une autorité supérieure qu'ils n'osent pas remettre en question.

En réalité, il s'agit du fondement même d'une doctrine inquisitoriale.

Toutefois, les bases « humanitaires » de la « responsabilité de protéger » vont bien au-delà de l'Inquisition espagnole.

Nous faisons face à un dogme que personne ne peut mettre en doute.

Mahdi Nazemroaya a réfuté ce consensus en révélant les mensonges des médias dominants.

Une fois que le consensus de l'OTAN est brisé, la légitimité des bellicistes s'écroule comme un château de carte.

Voilà pourquoi la vie de Mahdi Nazemroaya est menacée.

C'est ça la guerre au 21^e siècle : une guerre qui prétend ne pas être une guerre.

Tous les protocoles et toutes les conventions relatives à la guerre ne s'appliquent pas.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'est pas sur le terrain. Il n'a pas de mandat parce qu'officiellement, il ne s'agit pas d'une guerre.

C'est la guerre la plus sordide et immorale de l'histoire, au point où même les activistes antiguerres, les politiciens de gauche et les soi-disant progressistes applaudissent. « Kadhafi est le dictateur, il doit partir. »

C'est une *blitzkrieg*, une guerre éclair avec des systèmes d'armes sophistiqués. Selon les statistiques de l'OTAN, il y a eu 20 000 sorties depuis le 31 mars et 8000 missions de frappe.

Chaque mission de frappe implique plusieurs cibles, dont la plupart sont civiles.

Comparez cela aux bombardements de la Seconde Guerre mondiale ou de la Guerre du Vietnam...

Nous sommes déterminés à ramener Mahdi au Canada en toute sécurité.

Dites-le à tout le monde, diffusez le message partout.

Michel Chossudovsky,

Mondialisation.ca,

24 août 2011

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=26170>

<http://www.timesofmalta.com/articles/view/20110824/world/trapped-journalists-moved-to-the-corinthia.381687>

1-2 Manlio Dinucci : Pas de joie, de la terreur. Pas de liberté, l'occupation étrangère ».

A Tripoli les « rebelles » des forces spéciales OTAN

L'ambassade du Qatar à Tripoli - d'après la vidéo -

http://www.youtube.com/user/ZZ7L?ob=5#p/a/u/0/PybQX_fLWQ - a été rouverte il y a trois jours (lundi 22 août 2011) par des hommes armés qui, une fois entrés dans l'édifice endommagé, y ont immédiatement fixé le drapeau national.

On est ainsi informé de la présence en Libye de forces spéciales qataries. Des forces spéciales de Grande-Bretagne, France et Qatar, écrit le New York Times (23 août 2011), sont en train de fournir un appui tactique aux forces rebelles et des conseillers de la Cia aident le gouvernement de Benghazi à s'organiser. Des commandos britanniques et français, confirme un officier supérieur de l'OTAN, sont sur le terrain avec les rebelles à Tripoli. Et, à la question de savoir si des agents de la Cia y sont aussi, l'officier répond qu'il en est certainement ainsi. [...]

Tandis qu'elle poursuit ses attaques aériennes pour aplanir la route aux rebelles, l'OTAN conduit sur le terrain une guerre secrète pour s'assurer que, dans la Libye de l'après-Kadhafi, le pouvoir réel serait dans les mains des puissances occidentales, flanquées par les monarchies du Golfe. Dans ce cas les forces spéciales hisseront le drapeau du peacekeeping (« maintien de la paix ») et porteront des casques bleus.

La désinformation va bon train depuis la libération des journalistes de l'hôtel Rixos : certains sites informent maintenant qu'ils étaient prisonniers des forces de Kadhafi et ont été libérés par les "rebelles"...!

Dans cette bataille aussi l'OTAN a les moyens, nos media répètent en chœur.

Diffusez s'il vous plaît !

m-a

Article intégral en pièce jointe.

Manlio Dinucci

August 25, 2011

1-3 Libye-France: L'imbroglie français

Crise libyenne - La cacophonie qui s'installe au sein du trio Nicolas Sarkozy- Alain Juppé-Bernard Henry Levy laisse perplexe bon nombre d'observateurs quant à la gestion du conflit libyen. Des propos contradictoires distillés ici et là révèlent l'impuissance de la France à terminer cette guerre qui est tout sauf humanitaire. A l'instar de la très longue guerre d'Afghanistan, celle menée depuis plus de quatre mois en Libye prouve, une fois encore, que la puissance militaire n'est en rien la panacée. Et pourtant, les Américains ont fait étalage de leur haute technologie avec des avions d'espionnage électronique, des bombardiers (pendant une courte période), des avions ravitailleurs et des drones.

Quant aux aviateurs français et britanniques (80% des raids offensifs et des vols de reconnaissance) associés à leurs collègues belges, italiens et norvégiens, ils n'ont ménagé ni leur peine ni leurs missiles, sans pouvoir encore crier victoire.

Une remarque, en passant, le spectacle n'a pas mobilisé beaucoup d'acteurs. Seuls cinq Etats de l'Otan, sur les 28 membres de l'Alliance, se sont engagés dans la chasse au Kadhafi.

Et, parmi les 27 pays de l'Union européenne, les vrais guerriers se comptent sur les doigts d'une main. Ce qui autorise un diplomate français, agressif en diable, à qualifier de « bordel sans nom » l'ambiance qui règne à l'Otan et à Bruxelles.

TOURISME D'EMISSAIRES

Aujourd'hui, à entendre Nicolas Sarkozy, il est vraiment temps d'en finir avec cet ennemi dont les exploits, terroristes ou autres, avaient bénéficié voilà quelques années d'un pardon collectif. Américains, Français, Britanniques, Italiens et Allemands, notamment, renouaient aussitôt des relations politiques avec le riche Kadhafi et se disputaient dans la foulée ses faveurs commerciales et pétrolières.

Moralité, s'il n'y en a jamais eu dans l'art de la guerre, il faut trouver une porte de sortie, puisque bombes et missiles n'ont pas permis de contraindre le Guide libyen à jeter l'éponge.

Selon « Figaro » du 26 juin, Nicolas Sarkozy avait déjà accepté de recevoir longuement, deux semaines plus tôt, le colonel Saleh Bashir, « un très proche de Kadhafi », sans obtenir la moindre concession de son patron.

Lequel, histoire de jouer la montre, dépêchait alors d'autres émissaires en Europe et au Maghreb, chargés, selon les termes ironiques d'un diplomate français, de « le dire prêt à négocier gentiment et à autoriser des élections libres ».

Puis, tandis que les raids se poursuivent, Gérard Longuet, le ministre de la Défense, rencontre des journalistes le 10 juillet, deux jours avant le débat à l'Assemblée sur cette guerre sans conclusion. Et, il leur délivre cette promesse, destinée en fait aux députés : « On arrête de bombarder dès que les Libyens parlent entre eux ».

Et d'ajouter, à la surprise générale, que Kadhafi pourra rester à Tripoli : « Il sera dans une autre pièce de son palais, avec un autre titre ». Une déclaration plutôt abrupte, qu'un conseiller de L'Elysée prétend corriger un peu, le 12 juillet, mais sans démentir Longuet : « Pour un arrêt des hostilités, il faut le retrait du pouvoir de Kadhafi ».

En voilà une nouvelle

Et la fête continue. Une semaine plus tard, Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, devant des caméras de LCI, en rajoute, alors que Nicolas Sarkozy est toujours muet : « L'une des hypothèses envisagées, c'est qu'il (Kadhafi) séjourne en Libye à une condition : qu'il se mette à l'écart de la vie politique ».

Il ne lui reste qu'à convaincre le gouvernement britannique d'accepter cette fin de guerre « à la française »

(formule d'un de ses collaborateurs). Ce que Alain Juppé tentera de faire, le 25 juillet, en se rendant à Londres. Mais, depuis la mi-juillet, le philosophe Bernard-Henri Levy, le missi dominici de Nicolas Sarkozy, arpente la Libye

insurgée et prépare sa rentrée parisienne. Le 17 juillet, à Goualich, très au sud de Tripoli, il se fait photographier la main posée sur l'épaule d'un combattant, et l'AFP filme ses commentaires.

RAID SUR L'ELYSEE

Le 20 juillet, BHL, débarque dans un salon de l'Elysée, entouré de chefs rebelles venus de Misrata, pour demander de nouvelles livraisons d'armes à Nicolas Sarkozy. Lequel l'invite à participer à l'entretien au côté du général Puga, son chef d'état-major particulier.

A la sortie du Château, des caméras filment les propos de BHL sur le trottoir élyséen. Mais c'est le lendemain que le philosophe va sortir ses griffes. Interrogé sur Radio France Internationale, il s'en prend vertement à Alain Juppé, qui vient d'admettre que Kadhafi pourrait continuer de vivre en Libye.

« Cette déclaration me semble étrange, dit-il. Elle me semble même contradictoire avec tout ce que lui-même (Alain Juppé) et les responsables français, à commencer par le président, disent depuis presque cinq mois. C'est peut-être un lapsus, peut-être une maladresse ». Et, gentiment, il concède : « Tout le monde en fait » Avant d'enfoncer le clou : « C'est le contraire de la position française, quelque chose d'inacceptable pour le peuple libyen dans son ensemble (sic) ».

De retour d'un voyage à Madrid, Alain Juppé se dit furieux, mais « préfère traiter par le mépris cette nouvelle mauvaise manière de Sarko et de son BHL », confie l'un de ses collaborateurs.

Pierre Sellal, secrétaire général du Quai d'Orsay, téléphone à ses homologues de l'Elysée pour « protester ». Et Henri Ladsous, chef de cabinet d'Alain Juppé, demande des explications sur la visite des libyens.

Enfin, d'autres diplomates estiment que leur ministre ne devrait pas admettre qu'une vedette des médias « parle au nom de la France ». Et de l'Elysée ? Ce qui, semble-t-il, ne dérange pas trop Nicolas Sarkozy, qui, selon l'un de ses proches, « estime qu'il ne faudrait pas que Juppé se croie trop important. »

Le Conseil national de transition (CNT) libyen qui vient de nommer son représentant en France, Mansour Saif Al-Nasr (le ministère des affaires étrangères s'est refusé à tout commentaire sur cette prise de fonctions), devra manier avec circonspection les circonlocutions politico-diplomatiques françaises.

Robert Kongo

03/08/2011

<http://www.afriquejet.com/france-libye-2011080319779.html>

1-4 Guy Lamb : Des armes pour les rebelles libyens: la "french-qatarie connection"...

L'embargo sur les armes continue d'être floué s'agissant du conflit armé libyen. La France et le Qatar ont tous les deux admis fournir des armes aux rebelles comme élément de stratégie complémentaire à celle de l'OTAN et ses attaques aériennes. De tels actes non seulement portent atteinte au régime de l'embargo décrété par l'ONU mais violent aussi les obligations contractuelles des pays exportateurs et importateurs d'armes.

Quand un pays vend officiellement des armes à un autre, le gouvernement importateur doit habituellement remplir un certificat de *end-user* (de destination finale), à savoir qu'il s'engage à ne pas transférer ces armes à d'autres parties, notamment si ce transfert se fait en violation d'un embargo sur les armes décrété par l'ONU. Cependant, il n'existe pas d'institution internationale qui surveille et applique cette procédure. La surveillance est la chasse gardée du pays exportateur, et est particulièrement sous-développée sauf pour le programme « *Blue Lantern* » des Etats-Unis le plus avancé.

La violation du certificat de *end-user* signifie trafic d'armes

La fourniture d'armes par le Qatar est des plus problématique dans la mesure où ce pays importe la majorité de son armement et aurait donc dû souscrire à cette obligation puisqu'il achète principalement aux Etats-Unis (*en terme de valeur*) mais aussi au Royaume-Uni, en France, en Russie, en Italie, en Suisse, aux Pays-Bas et en Afrique du Sud. La question principale qui se pose est jusqu'à quel point le Qatar a-t-il renoncé à appliquer cette décision ?

Il a été rapporté, dans un programme de la télévision suisse que des armes suisses, achetées par le Qatar, ont été réexportées aux rebelles libyens en violation de la politique du certificat. Une vidéo amateur des rebelles libyens à Benghazi sur le site *Rayyisse news* du 31 juillet 2011 montre ce qui semble être un véhicule militaire *Ratel* de fabrication sud-africaine, entre les mains des rebelles, exhibant le drapeau qatari. On ne sait pas comment un tel véhicule a abouti dans le camp adverse dans la mesure où l'Afrique du sud n'a jamais publiquement déclaré avoir vendu de tels engins au Qatar.

La *french-qatarie connection*

Deux scénari semblent être possibles : soit il a été clandestinement envoyé par bateau au Qatar à partir de l'Afrique du sud, ou le Qatar l'a obtenu d'un autre Etat, ce qui est le plus plausible. Les pays qui possèdent le *Ratel* sont Djibouti, le Ghana, la Jordanie, le Maroc, le Rwanda, et le Sénégal. Si le Qatar a

reçu ce véhicule de l'un de ces Etats, alors il est possible qu'il y ait eu une transgression de l'accord sud-africain sur les certificats d'utilisation. A ce jour, l'étendue de la réexportation à la Libye par le Qatar d'armes fournies par d'autres Etats est un mystère.

La France est un important marchand d'armes et il est très probable qu'elle ait fourni les rebelles en armes de sa production. Cependant, elle a aussi importé des armes d'un certain nombre de pays dont l'Autriche, l'Allemagne, Israël, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Si la France devait continuer à soutenir militairement les rebelles, il est probable que des armes d'autres pays leur seraient livrées.

La réaction des Etats aux actes de la France et du Qatar a été mixte. La Chine, la Russie et l'Union africaine ont critiqué la décision de la France et certains Etats ont suspendu leurs ventes d'armes au Qatar. D'autres n'ont fait aucune déclaration officielle ou engagé une action diplomatique. A la surprise générale, l'Afrique du sud, qui a été très critique à l'égard de la campagne militaire lancée par l'Otan et a, à plusieurs reprises, fait savoir qu'elle était un exportateur d'armes responsable, a gardé le silence sur les connections qatarie et française. Comme elle s'est abstenue de toute déclaration sur l'état des exportations d'armes, présent et futur, vers la France et le Qatar.

* Guy Lamb est *Senior Research Fellow* à l'Institut d'Etude et de Sécurité (ISS) du Cap (*Afrique du sud*).

Source : *Libya: Weapons Transfers - the French and Qatar Connections*

http://www.issafrika.org/iss_today.php?ID=1334

Jeudi 11 août 2011

Traduction : Xavière Jardez

Publié le 16 août 2011 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

Source : **France Irak**

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

1-5 Brève analyse d'eva R-sistons : Le Nouvel Ordre Mondial s'étend...

Actualité terrible !

Mensonges perpétuellement déversés par les Médias pour nous conditionner contre les pays non-alignés au Nouvel Ordre Mondial imposé aux peuples contre leur gré et contre leurs intérêts.

La Syrie est déstabilisée par l'Occident anglo-saxon (en sous-mains par Israël, vrai commanditaire de l'action) car elle refuse le Désordre planétaire imposé par l'Elite mondialiste, et elle est l'un des plus fidèles soutiens aux résistants libanais, palestiniens...

C'est aussi un allié de la Russie et de la Chine, un bastion avancé de la résistance au Nouvel Ordre Mondial. Sa mort politique est donc décidée !

Même scénario qu'en Libye : Création d'un Conseil National artificiel, composé d'adversaires de Bachar El Assad et financé par la CIA.

La France de Sarkozy vassale des Anglo-Saxons et des Israéliens sera la première à reconnaître ce gouvernement fantoche.

Le chaos du pays est provoqué par l'Occident, les snippers sont payés par lui.

Ensuite, les Médias aux ordres relaient les fausses informations pour préparer l'Opinion internationale au changement de régime.

L'Occident mène une guerre sournoise, par procuration.

Comme en Libye. Lorsqu'il aura gagné, une marionnette sera installée, les pays seront pillés par les multinationales étrangères (comme du temps du Shah, en Iran), et ils suivront les directives de l'Oligarchie mondialisée.

Ces pays, aux mains des valets du NOM, en subiront TOUTES les conséquences.. même le poison vaporisé du Ciel (chemtrails) pour réduire la population.

Prochaines cibles : Le Liban, l'Iran, etc.

L'état va se resserrer autour de la Russie et de la Chine, privés de leurs avant-postes.

Ensuite viendra le tour des états latino-américains au service de leur population plutôt que de la mafia du Nouvel Ordre Mondial.

Si l'OTAN l'emporte en Libye, les Libyens verront la différence sous la férule des prédateurs anglo-saxons: Finies les subventions des produits de première nécessité, finies la médecine et l'éducation gratuites !

Fini le travail pour tous, et l'emploi d'un million 500.000 Africains (ils retourneront à leur pauvreté, ou bien les "libérateurs" libyens les assassinent !).

Finie aussi les projets, sous la férule de Kadhafi, d'une Afrique indépendante sur les plans monétaire, politique, environnemental, transports etc - et qui dit transports, dit profits pour les Bolloré amis de Sarkozy (qui ont en charge une bonne part du secteur en Afrique !).

La dictature planétaire des Anglo-Saxons et de leurs alliés israéliens ou français, est en marche.

Inexorablement.

Pour faire de chacune de nos vies un enfer...

Citoyens ! Notre droit le plus absolu et notre devoir sont de refuser l'horreur en marche...

Eva R-sistons

<http://r-sistons.over-blog.com>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Intervention militaire française en Libye : lettre ouverte aux députés et aux sénateurs.

Mercredi 6 juillet 2011

Par Gilles Munier

Monsieur/Madame le Député,

Monsieur/Madame le Sénateur,

Ayant séjourné une semaine à Tripoli du 8 au 14 juin dernier dans le cadre d'un reportage sur la situation en Libye pour le magazine Afrique Asie (1), j'estime être de mon devoir de témoigner de ce que j'y ai vu et entendu, et de vous communiquer des informations qui n'ont pas été rapportées par les médias français.

D'emblée, je tiens à souligner que cette lettre n'est pas un plaidoyer pour le colonel Kadhafi ou son régime. Je pense, comme beaucoup de Français, que l'avenir de la Libye est uniquement du libre choix du peuple libyen, que le conflit doit être réglé par la négociation, sans ingérence ni française ni étrangère. De plus, force est de constater que l'intervention « *humanitaire* » de la France et de l'OTAN en Libye, censée protéger la population en vertu de la résolution 1973 de l'ONU, provoque la mort de centaines de civils. La poursuite de cette immixtion dans les affaires libyennes est dangereuse pour la stabilité en Méditerranée.

Je suis arrivé à Tripoli le 8 juin, au lendemain du plus important bombardement qu'ait connu la ville depuis le début de la guerre : 60 frappes dites ciblées causant la mort de 31 civils et de nombreux blessés. J'y ai appris que cette opération n'avait pas seulement été lancée pour détruire des sites dits militaires, mais parce que le 7 juin est... le jour anniversaire du colonel Kadhafi.

Il est vrai que de nombreux Libyens faisaient la queue au poste frontière pour se réfugier en Tunisie, mais je n'ai pas constaté d'agitation particulière ou de déploiements policiers à mon arrivée à Tripoli.

Les informations selon lesquelles les Libyens vivraient calfeutrés chez eux, de peur de la répression des forces du régime, sont fausses. Sur le front de mer, des familles se promènent. Aux terrasses des cafés, on fume le narguilé. Les discussions s'arrêtent lorsqu'un vrombissement d'avion - volant à 5000 mètres d'altitude - se fait entendre. Les regards tentent de l'apercevoir, en vain. Est-ce un Rafale français, ou un Tornado britannique ? Quelques secondes plus tard, une bombe explose au loin, puis une autre. Tous se demandent où sont tombés les missiles. Certains téléphonent à leur famille, puis rassurés, reprennent leur conversation. Je n'ai constaté nulle part de panique, mais de la colère rentrée chez ceux qui me demandaient qui j'étais et pourquoi j'étais là. Ils n'en voulaient pas, disaient-ils, à « la France du général de Gaulle », mais, à Nicolas Sarkozy – et à Bernard Henri Lévy – à l'origine de cette guerre et de ses conséquences meurtrières pour la population civile.

Plus d'un millier de civils tués

L'intervention militaire en Libye - le tiers des frappes est effectué par des avions français - n'a rien « d'humanitaire ». Le bombardement d'un pays étranger, quel qu'il soit, est un acte de guerre. Plus d'un millier de civils a été tué, trois fois plus sont gravement blessés. D'autres, en plus grand nombre, mourront de cancers dans les années à venir, car les têtes des missiles ou leurs ailerons sont en uranium appauvri. Dans Tripoli, des affiches traitent Nicolas Sarkozy ... de « tueur d'enfants ».

J'ai visité un hôpital et vu des civils – et bien sûr des enfants - blessés par les « bombes intelligentes » de l'OTAN. J'ai posé quelques questions à une fillette de 12 ans, traumatisée par le fracas du missile qui a détruit le siège du Comité anti- corruption, situé près de chez elle. Son père, éploré, m'a raconté que sa fille n'avait pas supporté les dernières explosions. Terrifiée par le bombardement massif du 7 juin, elle avait avalé des médicaments prescrits pour sa mère. Malgré un lavage d'estomac, ses membres inférieurs sont paralysés.

Je m'étais rendu dans son quartier la veille et avais vu les dégâts causés aux deux immeubles détruits et à leur voisinage. Le gardien des ruines du Comité anti- corruption et les habitants des alentours m'ont dit que le tir du missile avait pour but de réduire en cendres les dossiers d'un certain nombre de membres du CNT de Benghazi, impliqués dans des scandales.

Plainte devant la Cour Pénale Internationale

Les avocats Roland Dumas, ancien ministre français des Affaires étrangères, et Jacques Vergès sont allés à Tripoli, fin mai, pour rencontrer des familles de victimes des bombardements. Une plainte sera déposée à la Cour Pénale Internationale contre Nicolas Sarkozy pour « crime contre l'humanité ». D'autres plaintes l'ont été aussi à Paris et à Bruxelles par Aïcha Kadhafi contre Sarkozy, Gérard Longuet – actuel ministre de la Défense - et l'OTAN, pour la mort de sa fille Moustoura - un bébé de 4 mois - dans le bombardement de la maison familiale du colonel Kadhafi. Tués ce jour-là aussi : un des fils du colonel et trois de ses petits-enfants. La frappe est attribuée à un Rafale français. Le leader libyen avait quitté son domicile, avec son épouse, une demi-heure plus tôt. L'OTAN appliquait-elle la fatwa du cheikh extrémiste Yusuf al-Qardaoui, prédicateur attiré d'Al-Jazeera, qui appelle à assassiner Kadhafi ?

Siphonner les voix du Front national

En 2008, Nicolas Sarkozy déclarait que les caisses de l'Etat étaient vides... Depuis, la situation économique de la France s'est détériorée, mais cela ne l'a pas empêché de se lancer dans une guerre qu'il croyait éclair contre la Libye. Il s'agissait pour lui, dit-on, de montrer à certains électeurs de Marine Le Pen que la France était toujours capable de « casser de l'Arabe ». L'idée serait de Patrick Buisson, ancien directeur de Minute, son conseiller chargé de siphonner les voix du Front national. Bernard Henry Lévy a, ensuite, joué le petit télégraphiste entre les rebelles de Benghazi et l'Élysée et mobilisé les réseaux pro-israéliens en faveur du Conseil National de Transition (CNT). Cet organisme de circonstance, sans réelle représentativité, ne survit que par la grâce de l'OTAN. Enfin, Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, a enfoncé le clou en assimilant à une Croisade l'appel lancé par Sarkozy aux membres de l'ONU.... C'est l'utilisation de ce terme, à forte connotation historico-religieuse – employé par George W. Bush et Oussama Ben Laden - qui permet au leader libyen de désigner ses agresseurs comment de nouveaux Croisés.

Coût de la guerre : facture salée pour les contribuables

En février 2011, le CNT donnait à Kadhafi... 72 heures, puis une semaine pour quitter le pouvoir. Cinq mois plus tard, il y est toujours. La coalition est l'alliée d'Al-Qaïda en Cyrénaïque et l'avenir de la Libye est de plus en plus incertain. Le 21 juin, Gérard Longuet, ministre de la Défense, a estimé le surcoût des trois premiers mois de frappes aériennes à 100 millions d'euros. L'opération Harmattan – nom de code de l'intervention française - serait d'un peu plus d'un million d'euros par jour. Certes, la guerre contre la Libye est une bonne opération publicitaire pour Dassault et les fabricants d'armes, mais pour les contribuables français – à qui personne n'a demandé leur avis – la facture est salée. Une heure de vol de Rafale ou de Mirage se situe entre 10.000 et 13.000 euros, le coût du nouveau missile Scalp entre 500 000 et 800 000 euros.

Faire retourner la Libye à l'ère pré-industriel ?

La Libye était le pays le plus développé d'Afrique au regard de l'Indice de développement humain (IDH) créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'IDH tient compte du PIB par habitant, du niveau d'éducation et de l'espérance de vie des habitants. Dans un rapport de 2011, le FMI louait la bonne gestion du pays, encourageant le colonel Kadhafi à « continuer d'améliorer l'économie ». Des centaines de milliers d'Africains qui travaillaient sur les chantiers libyens sont aujourd'hui parqués en Tunisie et en Egypte, avec pour seul espoir d'atteindre l'île italienne de Lampedusa. Qui peut le leur reprocher, puisque la France et l'OTAN sont à l'origine de leur désespoir ?

L'agression dont est victime la Libye a-t-elle pour but de la « renvoyer à l'ère pré-industrielle », pour reprendre les menaces prononcées par James Baker, secrétaire d'Etat américain, en 1989, à Tarek Aziz avant le déclenchement de la 1ère guerre du Golfe ? Le général Wesley Clark, ancien commandant en chef de l'OTAN, a révélé, en 2007, que la Libye figurait, depuis 10 ans, sur une liste de pays à envahir qu'il a consultée dans un bureau du Pentagone (4). C'est fait, en partie, avec l'aide de la France.

En guerre sur de fausses informations

Une mission indépendante, composée notamment de Yves Bonnet, ancien directeur de la DST, s'est rendue en mai à Benghazi et à Tripoli. Elle affirme que la France est entrée en guerre sur de fausses informations. Avant de débattre de l'intervention française au Parlement (2) vous devez absolument lire le rapport qu'elle a publié. Des questions méritent d'être posées sur l'origine des informations et du battage médiatique appelant à intervenir en Libye. Ces informations, de sources incontrôlées n'ont jamais été recoupées, comme il se doit, par des témoignages de terrain contradictoires. Comment a-t-on pu prendre pour argent comptant les reportages tendancieux de la chaîne de télévision Al-Jazeera, dont le propriétaire – l'émir du Qatar, cousin d'un des principaux chefs de tribus de Cyrénaïque – a un compte à régler avec le colonel Kadhafi ? Comment se fait-il que le soulèvement armé se soit produit alors que des réformes démocratiques allaient être annoncées, notamment la rédaction d'une nouvelle constitution et des élections ? Nicolas Sarkozy a-t-il mesuré les dangers qu'une alliance avec Al-Qaïda - et les organisations qui lui sont proches en Cyrénaïque – feront peser sur la Libye et ses voisins ? Les armes sophistiquées dont les djihadistes disposent aujourd'hui menacent les deux rives de la Méditerranée et l'Afrique sub-saharienne.

Vous avez dit complot ?

Selon le quotidien italien de droite Libero, appartenant au groupe de presse Berlusconi, le président Sarkozy aurait préparé le renversement du colonel Kadhafi dès le mois d'octobre 2010, en liaison avec l'ancien chef du protocole de ce dernier, réfugié politique en France. Mi-novembre, une mission économique française s'est rendue à Benghazi, avec des agents spéciaux déguisés en hommes d'affaires, pour prendre contact avec des opposants. Fin novembre, une réunion s'est tenue à Paris, à l'hôtel Concorde Lafayette, avec des Libyens venus de Benghazi, pour mettre la dernière main à ce qu'il faut bien appeler un complot. Selon le magazine arabe Al-

Kifah al-Arabi, des armes ont ensuite été introduites clandestinement dans un port libyen. Les milliers de drapeaux de l'ancien régime libyen royaliste, de toutes tailles, apparus soudainement en Cyrénaïque, dès le début du soulèvement, rappellent les « *révolutions oranges* » déclenchées par le milliardaire Georges Soros. Est-ce un hasard si un exercice militaire franco-britannique, de grande ampleur, était prêt pour attaquer *Southland*, un pays affublé d'un « *régime dictatorial* » situé au sud de la Méditerranée ? Date de l'opération : entre le 21 et le 25 mars 2011... Pour agresser - pour de vrai - la Libye, il ne manquait que l'habillage diplomatique, c'est-à-dire une résolution de l'ONU et une coalition comprenant « *nos bons vieux amis arabes* ».

http://www.france-irak-actualite.com/article-intervention-militaire-fran-aise-en-libye-lettre-ouverte-aux-deputes-et-aux-senateurs-78706648.html?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+LeBlogDeGillesMunier+%28Le+blog+de+Gilles+Munier%29&utm_content=My+Yahoo

Monsieur/ Madame le Député,
Monsieur/ Madame le Sénateur,

Au-delà des plaintes déposées contre Nicolas Sarkozy, c'est la France qui est salie. Ce sont aussi les principes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, de la non immixtion dans les affaires des autres Etats qui sont bafoués d'un revers de main.

En avril 2011, 66% des Français étaient favorables à l'intervention militaire française en Libye (5) parce qu'elle leur était présentée comme une opération humanitaire. Le Parlement n'avait pas été consulté. Aujourd'hui, mieux informés grâce à Internet, les Français sont 51% à s'opposer à cette guerre injuste et inepte (6). Ils vous sauront gré, le 12 juillet, de mettre un terme aux massacres de civils libyens, à la dilapidation des deniers publics et à l'instrumentalisation de l'Armée française pour faire réélire le Président de la République.

La guerre contre la Libye ne sent pas seulement le pétrole, elle préfigure – sait-on jamais - de nouvelles aventures coloniales. La livraison récente d'armes de guerre françaises aux rebelles berbères du Djebel Nefoussa, au sud de Tripoli, a des répercussions en Algérie (Kabylie) et au Maroc (Rif). Après la Libye et la Syrie, la France et l'OTAN vont-elles déstabiliser et partitionner les pays du Maghreb ?

Rennes, le 7 juillet 2011

(1) Dans Tripoli martyrisée, par Gilles Munier (Afrique Asie – juillet 2011)

<http://www.afrique-asie.fr/>

(2) Libye : un avenir incertain (mai 2011)

Rapport de la mission organisée en Libye à l'initiative du Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), et avec le soutien du Forum pour la paix en Méditerranée. Ses membres se sont rendus tour à tour à Tripoli et en Tripolitaine (du 31 mars au 6 avril 2011), puis à Benghazi et en Cyrénaïque (du 19 au 25 avril 2011).

<http://www.cf2r.org/images/stories/news/201106/rapport-libye.pdf>

(3) Site officiel de l'opération « Southern Mistral »

<http://www.southern-mistral.cdaoa.fr/>

(4) Interview du général Wesley Clark

<http://www.youtube.com/watch?v=d2169sRHNA8>

(5) Sondage: 66% des Français favorables à l'intervention en Libye (avril 2011)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110401.FAP7158/sondage-66-des-francais-favorables-a-l-intervention-en-libye.html>

(6) Sondage exclusif : 51% des Français désapprouvent la guerre en Libye (juillet 2011)

http://www.humanite.fr/01_07_2011-sondage-exclusif-51-des-fran%C3%A7ais-d%C3%A9sapprouvent-la-guerre-en-libye-475564

2-2 Radja : Je viens d'arrivé de Tripolie a l'instant ...j'ai été sur le front ...

bsr tout le monde

je viens d'arrivé de Tripolie a l'instant ...j'éte sur le front ...ce que je peut vous dire que tout ce que vous voyais sur les chaines des monsonges médias mercenaires n'est que des gros monsonges ,le passage de ras jdir a Tripoli tt ce passe très normale avec plus de barrages y'a au moins 100 barrages de la frontière Tunisienne a Tripolie tous forces libyennes et volontaires ils tiennes et maitrise la situation bien dans les mains a zouwara ,sobrata ,sorman ,ajilette,zawiya jusqu'a tripolie ,les forces rebelles avancent le jour avec l'aide des avions des alliés mais tous disparaît avant le couché de soleil ,Tripolie est bien dans les mains des forces libyennes j'éte dans le même hotel courinthia tjrs les memes personnes sauf il est complet les memes services sauf les communication sont couppé par les avions radars awacs les insurgés tiennes des populatios en otages dans les quartiers sud de la capitale et ils pillent tout ce qui leurs tombes sous les mains ,au centre de Tripolie chaque coing de rue des civiles armés hommes et femmes pas un seul insurgés au centre de tripolie ,les insurgés sont au beulieue sud de la capitale ,il avancent dans les quartiers sud après le bombardement des avions en plein jour il ont couppés l'eau et l'électricité sur les habitants de ces quartiers et se replie la nuit très loing de tripolie donc impossible de prendre

tripolie les habitants sont conscient et tous armés ,j'ai appris qu'ils ont laisser passé les insurgés jusqu'a la place verte et les ont anéantie tout de suite après donc ils aventuront jamais plus de rentré au centre les avions de l'otan bombardent tout grand rassemblement au centre ville le jours(protection des civiles) donc Tripolie le jour est totalement vide personne ne sort sauf les quelques hommes dans chaque coing de rue protégés par les murs des batiments.le messages des habitants de Tripolie est:la vérité ce passe sur le terrain,pouvez vous comprendre comment ils ont arrivés a entré dans bab al aziziya et n'ont pas arrivé a prendre l'hotel riksos qui se trouve a 100m plus loing ou ce trouve tous les journalistes du monde, attendez de nous des surprises ç'est le tour des forces libyennes les autres ont mis tout le paquet avec leurs médias et force de frappes ils ont plus rienj'y serai incha allah présent pour ce rassemblement de Paris le 3 septembre ,mes amitiés a tout le monde.

From: [radija](#)

3 Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Akram Belkaïd : Le spectre d'une guerre civile à la somalienne.

Mais que se passe-t-il au sein de la rébellion libyenne?

Une semaine après l'assassinat du général Abdel Fattah Younes, le Conseil national de transition (CNT) vient d'annoncer la dissolution de son Comité exécutif, autrement dit l'une des pièces maîtresses de son fonctionnement et de sa gestion des zones dites «libérées».

Pour les soutiens acharnés du CNT, parmi lesquels nombre de chancelleries du Golfe, le Français Bernard-Henri Levy mais aussi plusieurs analystes de la chaîne Al-Jazeera, il ne s'agirait que d'une réorganisation technique destinée à faire en sorte que l'action politique et militaire du CNT soit plus cohérente, plus efficace et qu'elle efface le mauvais effet provoqué par la mort, toujours inexpliquée, du général Younès.

Dans le même temps, les porte-parole de la rébellion souhaitent que cette réorganisation ne soit pas exploitée pour faire oublier que le régime de Kadhafi n'est plus capable de mener des opérations militaires de grande envergure.

Le CNT au bord de l'implosion

Il reste que cette dissolution fait non seulement désordre mais pourrait bien annoncer d'autres ruptures au sein de la rébellion. En effet, tout se passe comme si deux crises majeures se déroulaient en même temps. En premier lieu, les troupes qui se battent sur le terrain s'estiment de moins en moins représentées par le CNT et lui reprochent même son inefficacité en matière d'obtention d'armes lourdes auprès des Occidentaux et des pays du Golfe.

De même, les nominations récentes d'ambassadeurs du Conseil de transition dans les principales capitales européennes n'a semble-t-il pas été du goût de toutes les factions qui le composent.

«Plus le CNT va déployer des efforts à l'étranger en envoyant des émissaires et des représentants permanents et plus les chefs militaires qui se battent sur le terrain vont avoir l'impression de se faire bernier. La recomposition du conseil n'est rien d'autre que l'habituel affrontement entre militaires et civiles», analyse un diplomate algérien pour qui «d'autres règlements de compte sont inévitables même si la rébellion contre Kadhafi va continuer».

La seconde crise est liée à l'existence d'une importante ligne de faille entre islamistes et non-islamistes laquelle diviserait le CNT. Après avoir minimisé leur influence au sein de cette instance, les membres de la coalition internationale s'inquiètent de l'importance que commencent à prendre les groupes de combattants rebelles qui se revendiquent du salafisme ou qui se disent proches du mouvement des Frères musulmans.

Pour l'heure, rien ne prouve que ces factions n'aient rien à voir avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) comme l'affirme le régime de Kadhafi et comme le laissent entendre les autorités algériennes. Pour autant, alors que rien n'est encore réglé en Irak et en Afghanistan, l'administration américaine s'inquiète de plus en plus quant à la perspective de voir ces alliés du moment devenir ses ennemis de demain. Du coup, Washington pèse de plus en plus sur le CNT afin qu'il mette de l'ordre dans ses affaires et qu'il présente un visage plus convenable. Des pressions amicales qui entretiennent les tensions au sein du CNT.

La menace d'une guerre civile multidimensionnelle

Dans une situation qui correspond à une partition de fait —le CNT a ses relations diplomatiques et le régime de Kadhafi est encore loin d'être isolé notamment en Afrique et Amérique latine— il y a donc de fortes chances pour que la guerre civile devienne multidimensionnelle.

Outre l'affrontement entre pro et anti-Kadhafi, on ne peut plus exclure que des factions, aujourd'hui encore unies au sein du CNT, puissent s'opposer les unes aux autres en ayant recours, le cas échéant, aux armes un peu à l'image de ce qui s'est passé en Somalie à la fin des années 1980. Un scénario catastrophe dont ne veulent absolument pas les membres de l'Otan car il remettrait en cause l'image d'une rébellion unie et solidaire contre Kadhafi.

Mais, dans le même temps, la coalition aura beaucoup de difficultés à maintenir la cohésion du CNT sans donner l'impression que ce dernier n'est rien d'autre qu'une marionnette entre ses mains. Cela d'autant que l'intervention de l'Otan est de moins en moins acceptée dans le monde arabe et que chaque jour qui passe redonne du crédit à Kadhafi et à sa posture de héros arabe et africain assailli par les forces impérialistes.

Akram Belkaïd

<http://www.slateafrique.com/25477/libye-guerre-civile-somalie-cnt-otan-rebellion>

3-2 Une étrange mission pour éviter “une Somalie bis”.

Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Du 2 au 7 août derniers, trois anciens eurodéputés français (Margie Sudre-UMP, Michel Scarbonchi-PRG et le Drômois Thierry Cornillet-Parti radical valoisien) ainsi que le Britannique John Corrie (conservateur) ont rencontré des proches de Mouammar Kadhafi à Tripoli. Une mission en dehors de toutes les voies diplomatiques classiques sur laquelle le quai d'Orsay s'est refusé à tout commentaire.

Thierry Cornillet, qui est président de l'Association internationale des régions francophones (AIRF), justifie cette initiative par l'inquiétude manifestée par des élus de pays du Sahel face à l'enlèvement de la guerre menée par les forces de l'Otan contre le régime de Tripoli depuis cinq mois : *“Ce conflit a un effet déstabilisant pour toute la région”* explique l'ancien eurodéputé. *“D'autant que désormais dans le Sahel, les armes circulent librement après le pillage des dépôts.”* Ce qui est en jeu selon lui est le risque *“d'une Somalie bis”*.

C'est dans ce contexte que le quatuor d'anciens élus a séjourné à Tripoli. *“Autant au début, les frappes de l'Otan étaient fondées, autant la diplomatie française a bien fait son travail, autant aujourd'hui une solution politique est la seule issue.”*

La délégation préconise la tenue à Paris d'une *“commission préparatoire au dialogue inter-libyen réunissant sous l'égide de l'Onu et de l'Union africaine, les représentants de l'Otan, de l'Union européenne, des autorités de Tripoli et du CNT (Conseil national de transition de Benghazi)”*.

“La solution est africaine”, ajoute encore Thierry Cornillet car *“l'Europe n'a pas les moyens de voir une grande partie de l'Afrique complètement bouleversée à une heure d'avion de ses côtes”*.

Lors de son séjour, la délégation a rencontré des proches de Mouammar Kadhafi dont Ali Lahwal, le coordinateur général des tribus et Bechir Saleh, son directeur de cabinet. *“Ce voyage n'apporte en aucune façon un quelconque soutien au régime de Tripoli”* se défend Thierry Cornillet. *“Et d'ailleurs, nous n'avons pas rencontré Kadhafi.”*

L'ancien eurodéputé constate que l'Otan sous-estime *“le poids réel, politique et militaire de Kadhafi dans un pays qui compte 2 100 tribus qu'il a su fédérer”*. D'autre part, les forces engagées dans les frappes *“surestiment la représentativité du Conseil national de transition (CNT)”*. *“Il me semble que l'inquiétude et le délitement sont plus du côté du CNT que de Kadhafi”* affirme encore Thierry Cornillet. Selon lui, rien ne dit que *“l'Otan ne soit pas désavouée par l'assemblée générale de l'Onu en septembre au motif que le cadre de la résolution 1973 autorisant les frappes a été dépassé”*.

Le gouvernement français, pas plus que l'Union européenne, n'ont réagi à cet étrange voyage en dehors de tout mandat officiel. *[Étrange pour qui? Pour la presse bien alignée sur l'Otan?]*

<http://www.ledauphine.com/actualite/2011/08/10/une-etrange-mission-pour-eviter-une-somalie-bis>

3-3 Thierry Meyssan : La Libye et la fin des illusions occidentales.

Cinq mois après le début des bombardements, il n'est plus possible de croire la version officielle du début des événements en Libye et des massacres imputés au « régime de Kadhafi ». Simultanément, il faut désormais tenir compte de la riposte judiciaire et diplomatique libyenne qui met en évidence les crimes contre la paix commis par la propagande TV, les crimes de guerre perpétrés par les militaires de l'OTAN, et les crimes contre l'humanité commis par les dirigeants politiques de l'Alliance atlantique.

Mouammar el-Kadhafi

Une petite moitié d'Européens soutient encore la guerre contre la Libye. Leur position se fonde sur des informations erronées. Ils croient en effet encore que le « régime de Kadhafi » a réprimé dans le sang des manifestations à Benghazi en février et a bombardé des quartiers de Tripoli, tandis que le colonel lui-même aurait promis de faire couler des « fleuves de sang » si ses compatriotes continuaient à contester son autorité.

En deux mois d'enquête sur le terrain, j'ai pu vérifier par moi-même que ces accusations sont des intoxications de pure propagande, imaginées par les puissances de l'OTAN pour créer les conditions de la guerre, et relayées dans le monde entier par leurs chaînes de télévision : Al-Jazeera, CNN, BBC et France24.

Le lecteur qui ne sait où se situer dans ce débat et qui, malgré les intox du 11-Septembre et des armes de destruction massives de Saddam Hussein, rechigne à envisager que les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et le Qatar aient pu fabriquer de tels mensonges, peut néanmoins se faire une opinion avec le temps. L'OTAN, la plus vaste coalition militaire de l'Histoire, n'est pas parvenue en cinq mois de bombardements à renverser celui qu'elle décrit comme un « tyran ». Chaque vendredi, une vaste manifestation de soutien au régime est organisée dans une ville différente du pays et tous les experts s'accordent aujourd'hui à dire que le colonel Kadhafi dispose d'au moins 90 % de soutien populaire en Tripolitaine et d'au moins 70 % à l'échelle du pays entier, incluant les zones « rebelles ». Ces gens souffrent tous les jours du blocus, des bombardements aériens et des combats au sol. Jamais ils ne soutiendraient avec leur chair et leur sang un individu qui aurait commis contre eux les crimes dont il est accusé par la « communauté internationale ». La différence entre ceux qui croient en Occident que

Kadhafi est un tyran qui a fait tirer sur son propre peuple, et ceux qui croient en Libye que c'est un héros de la lutte anti-impérialiste, c'est que les premiers vivent dans l'illusion créée par la propagande TV, tandis que les autres ont sur place l'expérience de la réalité.

Ceci étant posé. Il existe une seconde illusion dont sont victimes les Occidentaux —et j'inclus désormais dans le camp « *occidental* », non seulement Israël qui s'en revendique depuis toujours, mais aussi les monarchies du Conseil de Coopération du Golfe et la Turquie qui, bien que de culture orientale, ont choisi ce camp— : ils persistent à penser qu'il est encore possible de dévaster un pays et de tuer sa population sans conséquences juridiques. Il est vrai que, jusqu'à présent, la Justice internationale n'a été qu'une justice des vainqueurs ou des puissants. On se souvient de ce dignitaire nazi qui apostrophait ses juges à Nuremberg leur disant que si le Reich avait gagné la guerre, ce serait les nazis qui seraient juges et les Alliés qui devraient rendre compte de leurs crimes de guerre. Plus récemment, nous avons vu l'usage fait par l'OTAN du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie pour tenter de justifier *a posteriori* que la guerre du Kosovo était la « *première guerre humanitaire de l'Histoire* », selon l'expression de Tony Blair. Ou encore, comment le Tribunal spécial pour le Liban, a été utilisé pour tenter de renverser le gouvernement syrien, puis pour décapiter le Hezbollah libanais, et probablement bientôt pour accuser les Gardiens de la Révolution iranienne. Sans oublier, la Cour pénale internationale, bras séculier des puissances coloniales européennes en Afrique.

Cependant, le développement des instruments et des organes de Justice internationaux au cours du XXe siècle a établi progressivement un ordre international auquel les grandes puissances elles-mêmes vont devoir se conformer, ou qu'elles devront saboter pour fuir leurs responsabilités. Dans le cas libyen, on ne compte plus les violations du droit international. En voici les principales, telles qu'elles ont été établies par le Comité Technique Provisoire —organe libyen de coordination interministérielle— et décrites par l'avocat de la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne, le Français Marcel Ceccaldi [1], lors de différentes conférences de presse.

Les chaînes de télévision qui, sous l'impulsion de leurs gouvernements respectifs, ont fabriqué de fausses informations pour conduire à la guerre, sont coupables de « *crime contre la paix* », tels que définis par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale de l'ONU adoptées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale [2]. Les journalistes-propagandistes doivent être considérés comme plus coupables encore que les militaires qui ont exécuté des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, dans la mesure où aucun de ces crimes n'aurait été possible sans celui qui les a précédé, le « *crime contre la paix* ».

Les chefs politiques de l'Alliance atlantique qui ont détourné la Résolution 1973 de son objet pour se livrer à une guerre d'agression contre un État souverain sont personnellement responsables devant la Justice internationale. En effet, selon la jurisprudence établie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par le Tribunal de Tokyo, les crimes ne sont pas le fait des États ou des organisations, mais bien des individus. Piller les avoirs d'un État, instaurer un blocus maritime et bombarder des infrastructures pour faire souffrir les populations, attaquer une armée dans ses casernes, ordonner d'assassiner des leaders ennemis et, à défaut, de les terroriser en assassinant leur famille, sont autant de crimes de guerre. Les perpétrer de manière systématique, comme c'est le cas aujourd'hui, constitue un crime contre l'humanité. Ce crime est imprescriptible, ce qui signifie que MM. Obama, Sarkozy, Cameron et Al-Thani seront poursuivis par la Justice toute leur vie.

L'OTAN, en tant qu'organisation, est civilement responsable des dommages matériels et humains de cette guerre. Il ne fait aucun doute en droit qu'elle doit payer, même si elle tentera sûrement d'invoquer un privilège de juridiction pour fuir ses responsabilités. Il appartiendra ensuite à l'Alliance de voir comment répartir la facture de ce conflit entre ses États membres, alors même que certains d'entre eux sont au bord de la faillite. Il s'en suivra des conséquences économiques désastreuses pour leurs populations, coupables d'avoir avalisé ces crimes. Et, en démocratie, personne ne peut prétendre être innocent des crimes commis en son nom.

La Justice internationale devra se pencher plus particulièrement sur le cas de « *l'administration* » Sarkozy — j'emploie ici cet anglicisme pour souligner que désormais le président français conduit directement la politique de son gouvernement sans passer par son Premier ministre—. En effet, la France a joué un rôle central dans la préparation de cette guerre en organisant en octobre 2010 une tentative manquée de coup d'État militaire, puis en planifiant avec le Royaume-Uni dès le mois de novembre 2010 le bombardement de la Libye et un débarquement au sol que l'on croyait alors possible, enfin en participant activement aux troubles meurtriers de Benghazi qui aboutirent à la guerre. En outre, la France, plus que toute autre puissance, a déployé des Forces spéciales au sol —certes sans leurs uniformes— et a violé l'embargo sur les armes approvisionnant les insurgés —directement ou au moyen d'avions qatariotes—. Sans oublier que la France a violé le gel onusien des avoirs libyens, détournant une partie des fabuleuses liquidités du Fond souverain libyen au profit des fantoches du CNT et au détriment du peuple libyen qui croyait assurer le bien-être de ses enfants une fois le pétrole épuisé.

Ces Messieurs de l'OTAN qui espéraient échapper à la Justice internationale en écrasant en quelques jours leur victime, la Libye, de sorte qu'elle n'aurait survécue pour les poursuivre, vont devoir déchanter. La Libye est toujours là. Elle dépose des plaintes devant la Cour pénale internationale, les tribunaux belges (juridiction dont

dépend l'OTAN), la Cour de Justice européenne, les juridictions nationales des États agresseurs. Elle entreprend des démarches devant le Conseil des Droits de l'homme de Genève, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies. Il ne sera pas possible aux grandes puissances d'éteindre tous ces incendies à la fois. Pis, les arguments qu'elles utiliseront pour échapper à une juridiction se retourneront contre elles devant une autre. Dans quelques semaines, dans quelques mois, si elles ne sont pas parvenues à détruire Tripoli, elles n'auront plus d'autres échappatoires pour prévenir d'humiliantes condamnations que de négocier au prix fort le retrait des plaintes.

Thierry Meyssan

[1] Mettant fin à la confusion qui a prévalu au début de la guerre lorsque divers ministères engageaient des avocats différents pour des procédures désordonnées, la Libye a désigné en juillet Marcel Ceccaldi pour superviser l'ensemble des procédures en cours.

[2] « [Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes](#) », par [Thierry Meyssan](#), Réseau Voltaire, 14 août 2011.

<http://www.voltairenet.org:80/La-Libye-et-la-fin-des-illusions>

4 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4 Des illusions parties très vite en fumée.

Après les révolutions tunisienne et égyptienne, certains ont caressé l'illusion qu'une offensive occidentale visant à réaménager le paysage géopolitique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord avait commencé.

Les États-Unis et leurs alliés atlantistes et arabes s'étaient effectivement lancés dans une vaste opération d'investissement politique et sécuritaire dans les manifestations qui ont secoué plusieurs pays arabes dans le but de produire des élites dirigeantes en coordination avec la Confrérie des Frères musulmans. Cependant, ces tentatives de récupération se sont soldées par un chaos généralisé, en dépit des gigantesques moyens mis en œuvre par l'Occident, notamment dans le plan de déstabilisation de la Libye et de la Syrie.

Il est manifeste qu'en Libye, l'Otan expérimente tous les jours son incapacité à faire pencher la balance en faveur des insurgés. Cette faiblesse s'est traduite par des divergences de plus en plus profondes entre les états-majors français et états-unien, qui commencent à apparaître publiquement. Par ailleurs, les dissensions internes dans les rangs des insurgés ont éclaté au grand et se sont illustrés par l'assassinat, dans des circonstances obscures, du chef militaire des rebelles, le général Abdel Fattah Younès. Quatre mois après le début de l'intervention militaire de l'Otan, les opérations s'enlisent et l'issue de la bataille est plus incertaine que jamais pour l'Occident et ses collaborateurs dans ce pays.

En Syrie, le vaste plan de déstabilisation et de subversion piétine, malgré les efforts désespérés de la machine médiatique arabo-occidentale visant à montrer le contraire. Le mouvement de contestation, noyauté et manipulé par des groupes extrémistes armés, ne présente aucune alternative crédible et encourageante au peuple syrien. Le soutien populaire dont bénéficie le président Bachar el-Assad et la cohésion de l'armée derrière la direction politique, ont fait échouer ce plan.

Al Akhbar (26 juillet 2011)

Abdel Kafi Samad

L'évolution des tendances politiques à dans la ville Tripoli, chef-lieu du Liban-Nord, au cours des dernières années, mérite que l'on s'y attarde. Les évènements de mai 2008 ont instauré un climat d'hostilité envers la Résistance, qui a été exploité par le Courant du futur dans les élections de 2009. Avec la chute du gouvernement Hariri et l'accession de Najib Mikati à la tête d'un gouvernement dans lequel la ville est largement représentée, la popularité de Saad Hariri a commencé à reculer dans la ville. La remise de l'acte d'accusation du TSL et l'apparition télévisée de Hariri qui a suivi ont été froidement accueillis. Des observateurs s'attendent déjà à la formation d'un troisième courant dans les rangs des sunnites de Tripoli : Sans être l'allié du Hezbollah, ce courant ne serait pas hostile à la Résistance.

Al Akhbar (25 juillet 2011)

Ibrahim al-Amine

La nouvelle opposition (le 14-Mars, ndlr) n'a pas de programme et se contente de réagir à la réalité sans prendre d'initiatives concrètes. Habitée à attendre l'aide extérieure, elle trouve aujourd'hui les pays étrangers occupés par leurs propres affaires. L'Arabie saoudite est le théâtre d'une lutte pour le pouvoir au sein de la famille royale. Bahreïn est encore plongé dans ses problèmes. L'Europe a confié le dossier à la France, ce vieux pays qui s'imagine de temps en temps qu'il retrouve sa jeunesse, tantôt au Liban,

tantôt en Syrie, et qui semble en passe de se transformer en bouc-émissaire après les scandales liés aux révoltes arabes, surtout en Tunisie et en Égypte, et la désillusion de l'Otan en Libye. Quant aux États-Unis, ils ne s'intéressent qu'à la sécurité d'Israël. Lassés des plaintes interminables des représentants du 14-Mars, Washington leur demande des actions concrètes. Ces derniers n'ont plus qu'une carte à jouer : l'acte d'accusation du TSL. Les voilà qui s'emploient de toutes leurs forces à obtenir la publication de l'acte d'accusation pour le présenter comme une vérité absolue.

Al Hayat (Quotidien saoudien-27 juillet 2011)

Paris, Randa Takieddine

L'entretien Juppé-Hague à Londres a notamment porté sur les dossiers syrien et libyen. Les choses semblent claires en ce qui concerne le dossier libyen, parce qu'il y a une stratégie claire et parce que l'opposition qui s'est formée peut constituer un substitut au régime Kadhafi. La situation en Syrie est plus compliquée. Pourquoi aucun leader occidental n'a encore dit qu'Assad doit partir ? Les responsables occidentaux s'interrogent d'abord sur l'alternative en cas de chute du régime syrien. Qui forme l'opposition ? Comment s'organisera-t-elle ? L'inquiétude est liée également à l'impact possible sur les pays voisins : Liban, Irak, Jordanie, Israël, Turquie...

Gulf News (Quotidien anglophone émirati, 25 juillet 2011)

Lorsque qu'a été annoncée la formation du nouveau gouvernement au Liban, un vent nouveau s'est levé. Le pays qui s'est perdu entre la guerre civile et l'ère Hariri ouvre, cette fois pour de vrai, une nouvelle page de son histoire récente, bousculée depuis le retrait des troupes syriennes. Sont apparus les appels émis par le peuple, sommant leurs leaders de faire abstraction de l'extérieur et ainsi de libérer le pays de l'emprise du sectarisme.

L'ère Mikati qui s'ouvre est pleine de promesses et d'espérances qui reflètent le sentiment de la rue. Cependant, le danger d'un pouvoir concentré dans les mains d'une seule partie persiste, comme à l'époque Hariri. Un tel dispositif amène la corruption, l'ingérence étrangère en échange d'avantages bon marché, sacrifiant ainsi la souveraineté du Liban et celle de son peuple. Il a mis en péril l'héritage historique de ce pays, fructifié par des artistes et des penseurs de haute renommée. Il a détruit les derniers bastions de la démocratie et de la Constitution.

[Pierre Khalaf](#)

Source

[New Orient News \(Liban\)](#)

Ouvrir la carte de Libye ?

cliquer sur

http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r_gc.r_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tljp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a,Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19